

La contribution de l'enseignement au développement d'après le cas de l'Iran

Hobkhoo A.

Formation et Développement

Paris : CIHEAM

Options Méditerranéennes; n. 21

1973

pages 73-75

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010539>

To cite this article / Pour citer cet article

Hobkhoo A. **La contribution de l'enseignement au développement d'après le cas de l'Iran.** *Formation et Développement*. Paris : CIHEAM, 1973. p. 73-75 (Options Méditerranéennes; n. 21)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Ahmad HOBKHOO

La contribution de l'enseignement au développement d'après le cas de l'Iran (*)

(*) Qu'il me soit permis ici de remercier le P^r Ronald DORE qui a lu une première version de cette section et m'a fait part d'un grand nombre de suggestions précieuses.

« L'enseignement au sens le plus large du terme est au cœur du développement » (1). Dans les pays moins développés une expansion des possibilités de l'enseignement peut réduire les obstacles au développement en dominant le retard de la population, en augmentant sa mobilité géographique et professionnelle, en élevant la productivité et en facilitant les innovations.

Un groupe des Nations Unies a conclu à juste titre dès 1951, que les investissements humains étaient susceptibles de s'avérer aussi productifs, au sens strictement matériel, que n'importe quel investissement en ressources matérielles, et que dans bien des cas les investissements humains entraînaient une augmentation plus forte du flux de biens et services que n'importe quel investissement comparable en capital tangible (2). L'analyse effectuée en 1964 par Frederick H. HARBISON et Charles MYERS indique qu'il y a une corrélation positive entre l'éducation et la croissance économique (3). Depuis, un certain nombre d'études ont suggéré un tableau plus complexe dans de nombreux pays en voie de développement et fait ressortir les difficultés rencontrées pour arriver à des conclusions simples sur la question de savoir si l'éducation accélère la croissance économique ou au contraire la ralentit (4).

L'Iran fait partie de la catégorie des pays en voie de développement relative-

ment favorisés pour leurs possibilités en investissements éducatifs. C'est un atout moyen pour le développement. Examinons comment il a été utilisé depuis les premiers plans de développement du pays et quels en sont actuellement les résultats.

LES EFFORTS ACCOMPLIS

En dépit des réformes scolaires réalisées par Reza SHAH, en 1948, l'Iran comptait encore 95 % d'illettrés (5). Pendant les deux dernières décennies, quoiqu'il en soit, l'éducation se présente comme l'un des secteurs où l'expansion a été la plus remarquable; chacun des trois niveaux du système d'éducation semble avoir progressé au rythme de plus de 10 % par an. Le tableau ci-dessous indique les effectifs totaux en fonction des différents degrés de scolarisation, et ils montrent au sein de l'accroissement de ce secteur l'importance exceptionnelle donnée à la formation secondaire.

Bien que l'éducation primaire soit maintenant obligatoire, un nombre considérable d'enfants scolarisables (entre 6 et 12 ans) ne sont pas touchés par l'école. Selon la plus récente estimation, seulement 55 % environ des groupes d'âge correspondant à l'école primaire vont normalement à l'école (6). D'autres rapports indiquent que seulement 40 % de la population to-

(1) MALASSIS (L.) : *Economic Development and the Programming of Rural Education*, Paris, 1966, UNESCO, page 7.

(2) U.N. *Measures for the Economic Development of under Developed Countries*, New York, 1951, p. 52.

(3) Frederick H. HARBISON et Charles A. MYERS : *Education, Manpower and Economic Growth*, New York, Mc GRAW-HILL Co., 1964, p. 13.

(4) Pour un bref et intéressant exposé de cette question, voir Richard JOLLY, *The contribution of Education to Economic Growth*, Série UNESCO, Mission internationale sur le développement de l'éducation, Série B; opinions, n° 19, 1971, particulièrement pp. 7-10.

(5) BALDWIN (G. B.) : *Planning and Development in Iran*, John HOPKINS Press, Baltimore, 1967, pp. 143-144? Nous envisageons que ce pourcentage doit être d'environ 65 % à l'heure actuelle.

(6) Bank Markazi, Iran, *Annual Report 1850*, (1972), p. 63.

Effectifs scolaires pour les années 1945-1946, 1959-1960, 1971-1972

Niveau	1945-46	%	1959-60	%	% d'accroisse- ment en 14 années	1971-72	%	% d'accroisse- ment en 12 années
Primaire	288 000	89	1 327 000	82	360	3 507 000	75,8	260
Secondaire	29 000	9	253 000	16	770	1 044 000	22,6	400
Universitaire	6 000	2	30 000	2	400	74 700	1,6	250
Total :	323 000	100	1 610 000	100	400	4 625 700	100	290
Source : Georges Baldwin, op. cit., page 144.						Source : Annual Report of Ministry of Education 1348-1350. Les chiffres sont arrondis et indiquent le total général pour chaque niveau.		

tales terminent l'école primaire et on constate que ces derniers ont une forte tendance à quitter la terre et ne participent pas, par conséquent, à un progrès quelconque dans l'agriculture.

Bien que la quantité d'élèves du niveau d'étude secondaire (entre 13 et 18 ans) ait augmenté presque deux fois plus que les deux autres niveaux réunis au cours des deux dernières décennies, 18 % seulement des groupes d'âge scolarisable à ce niveau vont effectivement en classe (7).

Jusqu'à une date très récente, et encore maintenant, l'éducation scolaire a été dans une grande mesure centrée presque exclusivement sur la préparation à l'enseignement supérieur. La moyenne annuelle des diplômés d'écoles secondaires dans des domaines théoriques (non professionnels) au cours de ces dernières années a été de 50 000, alors que la capacité de toutes les universités et institutions d'enseignement supérieur (privés et publics) n'a été que de 20 000 par an pour tout le pays. Ainsi, les écoles supérieures et les universités ne sont pas en mesure d'absorber la majorité de ces étudiants potentiels et le gros d'entre eux seront jetés sur le marché du travail, où en raison de leur formation antérieure, ils n'auront pas de réelle capacité opérationnelle. MEIER et BADLWIN pensent qu'un critère supplémentaire pour décider si les dépenses consenties en matière d'éducation sont valables, consiste à déterminer la contribution directe apportée par cette dernière à l'augmentation de la productivité de l'économie (8). Donc, la principale sélection ne réside pas réellement dans l'expansion à tout prix de l'éducation supérieure mais, ainsi que cela a été correctement mis en évidence, dans la réévaluation immédiate des réformes à effectuer dans l'enseignement secondaire, afin d'éliminer les diplômés plus aptes à être utiles sur le marché du travail (9). Il ne faudrait pas publier que « les milieux moyens et élevés des affaires comportent presque uniquement des gens sortis des écoles secondaires, et que ces produits de l'éducation secondaire sont les contreforts de l'administration (10). Tout effort pour améliorer la qualité de l'enseignement secondaire aurait un retentissement immédiat sur l'efficacité de l'administration et du monde des affaires.

LA NOUVELLE ORGANISATION

Actuellement, l'éducation secondaire est au début d'une phase de réorganisation. Au lieu d'une scolarité s'étendant sur 12 ans, répartie en 6 années d'éducation primaire et 6 autres d'éducation secondaire, cette dernière représentant une formation presque purement académique au sens traditionnel du terme, le nouveau système comportera 5 années d'éducation

primaire, 3 années d'orientation et 4 années d'éducation secondaire de haut niveau. La transition entre les systèmes s'effectuera probablement comme suit : le cycle d'orientation ne sera probablement pas entièrement opérationnel avant la fin du V^e Plan, c'est-à-dire en 1977.

Non seulement il faut disposer d'un nombre suffisant d'enseignants et de bâtiments mais il reste beaucoup à faire pour définir le contenu qui convient aux programmes et les méthodes à mettre en œuvre. La nouvelle structure a été introduite surtout pour essayer de casser la demande traditionnelle sociale d'enseignement secondaire académique et réorienter la majorité des étudiants vers l'enseignement professionnel.

Selon le rapport de la Banque Markazi de l'année 1350 (1972), 3 % seulement de la population totale estudiantine seraient actuellement dans des écoles techniques ou professionnelles. Ce nombre ne correspond pas aux besoins sans cesse croissants des nouvelles industries dans le contexte présent de l'expansion économique. Un récent rapport d'une mission du Bureau international du Travail en Iran suggère sérieusement qu'« au niveau de l'éducation secondaire, l'éducation professionnelle devient l'objectif prioritaire » (11).

Le recrutement au niveau universitaire s'est modifié d'une manière presque aussi significative que pour les effectifs, et ceci de deux façons. D'abord, en 1945, il n'y avait qu'une université à Téhéran. En 1960, 5 universités de province s'efforçaient de fonctionner; elles comptaient seulement 4 000 étudiants contre 13 000 à l'Université de Téhéran qui représentent donc 80 % du total. Aujourd'hui, il existe plusieurs universités et institutions d'éducation supérieure réunissant un total de 75 000 étudiants, parmi lesquels 25 % des filles. Des efforts ont été entrepris pour améliorer la répartition des étudiants à l'intérieur des diverses branches d'enseignement de façon, en particulier, à équilibrer les sciences sociales avec les disciplines scientifiques et techniques, aussi bien que la répartition des étudiants suivant les régions. En 1972, seulement 68 % du total des étudiants de l'Université, étudiaient à Téhéran.

Ensuite, il y a eu une augmentation considérable de la proportion des étudiants allant faire leurs études à l'étranger : en 1945-46, 25 à 30 % des étudiants de toutes les universités étaient inscrits à l'étranger. En 1960, la proportion était de 45 à 50 % (12). Cette proportion a certainement décliné en raison de l'expansion des universités en Iran même, mais le nombre d'étudiants à l'étranger a néanmoins constamment augmenté (13). Il était environ de 20 000 en 1968-69, dont près de 60 % en médecine ou élèves-ingénieurs en électricité et mécanique. Bien que ce nombre indique une forte préférence pour l'éducation universitaire, il témoigne aussi du coût important des études à l'étranger. En 1960, et dans les années qui ont suivi, ce coût se chiffrait par année à environ 30 millions de dollars, soit le tiers des

gains totaux réalisés par l'exportation, y compris le pétrole (13).

Le désir que manifestent les étudiants pour les études supérieures découle en grande partie du fait que les niveaux de compétence exigée dans le travail sont fixés d'une manière rigide et que les différences de revenu d'une situation à l'autre sont très importantes (14). Cependant, la répartition du revenu par niveau d'enseignement en Iran est à peu près celle que l'on pourrait attendre d'un pays ayant atteint le même niveau de développement économique. En 1969, les salaires moyens des diplômés d'université ont été presque quatre fois plus élevés que les salaires de ceux qui se sont arrêtés à l'école primaire et cinq fois plus élevés que ceux des analphabètes (15). Il est prouvé que ce rapport est bien supérieur à celui des pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord mais qu'il est inférieur à celui de la plupart des pays africains. Il est clair cependant que le problème de l'augmentation des inégalités demande à être rapidement résolu.

Comme cela a été correctement établi dans le Troisième Plan de Développement (1963-1967), « le principal point faible de la structure éducationnelle en Iran est sa base philosophique ». Cette philosophie tire son origine du vieux système français d'éducation (depuis longtemps abandonné en France) qui était extrêmement centralisé administrativement, autoritaire quant à la mémorisation des connaissances et qui reposait sur l'infailibilité des maîtres, et ne concevait par ailleurs qu'un seul canal pour diriger les élèves vers l'éducation universitaire. Heureusement, il y a eu de constantes réformes de l'université et du système d'éducation. Mais la philosophie traditionnelle reste la même et a encore une certaine influence sur la politique de l'éducation. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des universités anciennes.

A l'heure actuelle, l'enseignement à tous les niveaux est le secteur le plus déficitaire de tout le pays en personnel qualifié. On peut raisonnablement penser que là se trouve le principal frein à l'expansion de l'éducation (18). HARBISON (19) croit avec raison que « le manque de maîtres compétents est le goulot d'étranglement qui retarde le processus de développement en ressources humaines ». Le point important à considérer est le haut niveau des salaires offerts par d'autres départements ministériels ou entreprises privées et qui rendent ainsi ces autres emplois plus attractifs

(13) BALDWIN : *op. cit.*, p. 145.

(14) Pour un rapport détaillé de ce point voir Ronald Dore DESCHOOL : *Try Using School for developing world: The Educational Impasse in the Developing World*, I.D.S. Discussion paper, n° 6, Institut des Études du Développement, Université de Sussex, Brighton, Royaume-Uni, mai 1972, pp. 4-5.

(15) Voir PSACHARAOPOULOS (G.) et WILLIAMS (G.) : „Education and Vocational Training”, *Employment and Income Policies for Iran*, B.I.T. papier de travail de la mission, n° VIII, fév. 1973, P. 3.

(18) Voir par exemple, tabl. 91, p. 162 du Rapport de la Banque Markazi qui indique la baisse du rapport professeurs/étudiants de 6,8 en 1346-47, à 3,9 en 1349-50.

(19) Frederick H. HARBISON : „Human Resources Development Planning in Modernizing Economies”, *International Labor Review*, Vol. LXXXV, n° 5, mai 1962, pp. 2-5.

(7) *Ibid.*, p. 63.

(8) MEIER (G. M.) et BALDWIN (R. E.) : *Economic Development*, New York, (6th edition), 1964, p. 368.

(9) Bank Markazi, Iran, *Annual Report 1349 (1971)*, p. 77.

(10) LEWIS (W. Arthur) : „Education and Economic Development”, *International Social Science Journal*, Vol. XIV, n° 4, 1962, pp. 688-90.

(11) International Labour Office, *Employment and Income Policies for Iran*, Geneva, 1973, p. 70.

(12) BALDWIN : *op. cit.*, p. 144.



Iran (Kasvin) : Projet-pilote du Gouvernement iranien, appliqué dans une usine de triage de raisins

aux maîtres éventuels. Cette remarque ne signifie pas nécessairement que le gouvernement ait intérêt à augmenter de façon sensible les salaires des professeurs mais au contraire qu'il doit veiller à maintenir le salaire des fonctionnaires à un niveau constant. Et, au cas où cela s'avèrerait difficile à réaliser, il devrait s'opposer à toute augmentation excessive. Le deuxième point important est que comparés à la moyenne des salaires ceux des enseignants sont relativement élevés. Par conséquent, au total, huit années d'éducation primaire à donner à un enfant coûtent (au prix du marché) bien plus en pourcentage du revenu national à l'Iran que par exemple aux États-Unis (20).

En ce qui concerne le chômage des intellectuels, l'Iran, à l'inverse d'un grand nombre de pays en voie de développement, n'est pas victime d'une situation trop pré-

occupante. Le taux de croissance annuel qui s'est constamment maintenu au-dessus de 10 % au cours de la dernière décennie, a été en grande partie le résultat de l'expansion industrielle et a créé une forte demande de diplômés qualifiés. L'enseignement, jusqu'au niveau du premier diplôme universitaire, a eu généralement pour effet de transformer le chômage déguisé et le sous-emploi en chômage temporaire apparent peu à peu résorbé par une croissance industrielle rapide qui absorbe des techniciens et des experts à tous les niveaux.

* *

Sans préjuger de l'orientation qui sera donnée, et des effets de l'éducation par rapport à la culture traditionnelle, on peut penser qu'il sera possible d'éviter

les grosses fautes en matière de politique de l'éducation et de la formation (21), tout au moins dans le court terme. En particulier, une éducation primaire efficace et obligatoire devrait permettre, vraisemblablement, de satisfaire une meilleure répartition des revenus.

(20) Arthur Lewis rapporte que le pourcentage est de 0,8 % aux États-Unis, de 1,7 % à la Jamaïque, de 2,8 % au Ghana; voir "Priorities for Educational Expansion", *Policy Conference on Economic Growth and Investment in Education*, OCDE, Washington, 1961, part. III, pp. 37-38.

(21) Pour un survol pessimiste de la situation, voir George B. BALDWIN, *op. cit.*, pp. 163-165. Pour une évaluation récente des projets de l'Iran en matière d'éducation, voir M. RAHMANI : *The Application of a system analysis Approach to Educational Planning in Iran*. Dans *Tahqiqat Eqtesadi*, Quarterly Journal of Economic Research, Faculty of Economics, Teheran University, Vol. VIII, nos 23 et 24, Été et Automne 1971, pp. 5-32.